



Projet du São Francisco

## Le Noël de la discorde

Critique de la grève de la faim de Dom Luiz



---

*Par Bernardo Kucinski*



Source : *Carta Maior* - 18/12/2007 – Texte original :

[http://www.agenciacartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna\\_id=3793](http://www.agenciacartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna_id=3793)

Traduction : Roger Guilloux pour *Autres Brésils*

---

Ma critique<sup>i</sup> de la grève de la fin de Dom Luiz<sup>ii</sup> a offensé les lecteurs et déplu à *Carta Maior*. La direction a gardé sous le coude mon texte pendant deux jours et, quand elle l'a publié, elle s'en est dissociée. "Les positions officielles de *Carta Maior* sont signées par moi, éditeur en chef, par son président directeur, Joaquim Ernesto Palhares ou par nous deux". Signé Flavio Wolf de Aguiar, éditeur en chef. Un grand nombre de lecteurs, outragés, ont critiqué la publication de mon article.

**J'avais senti depuis un certain temps que bon nombre de lecteurs n'appréciaient pas le ton ironique ou encore la critique que je faisais du mouvement écologiste.** Cette fois-ci, j'ai dû mettre la main dans un nid de guêpes. J'en ai pris plein la figure ! **Il est vrai que mon texte va à la limite du sarcasme mais c'est parce que la distorsion des informations concernant le projet du São Francisco m'a révolté.** Il était nécessaire de choquer le lecteur pour faire tomber ce mur qui empêchait tout débat. Même si j'ai troqué mon style analytique habituel pour une rhétorique dramatique, l'information dont je disposais était juste.



J'ai aimé ce nouveau style. La majorité des lecteurs, non ! Certains m'ont accusé de disqualifier l'évêque au lieu de discuter ses arguments. Quand j'ai envoyé l'article à la rédaction, le dimanche 9 décembre (avec la date du 10) l'évêque n'avait pas encore explicité ses arguments dans un texte signé. Il ne l'a fait que dans la *Folha de São Paulo*<sup>iii</sup> du 12. Mon objectif, que beaucoup de lecteurs n'ont pas saisi, était d'essayer de comprendre les raisons de la deuxième grève de la faim, étant donné que, contrairement à la première, elle n'était pas due au motif classique de ce type de geste qui est de forcer l'autre partie à la négociation. Partant du principe qu'un gouvernement démocratique ne devait pas céder au chantage et que, d'autre part, l'évêque, en qualité de haut représentant de l'Eglise, le savait, j'en ai conclu que ce que voulait Dom Luiz, c'était bien de mourir. C'est lui qui s'est disqualifié. Je n'ai fait que dévoiler le pot aux roses, comme le signalait l'un des rares lecteurs qui me soutenait.

Maintenant que l'évêque a explicité ses arguments, il est possible de les réfuter.

---

#### [Note du traducteur](#)

*L'auteur de cet article fait, ensuite, un long développement (environ 60 lignes) sur la politique du président Lula et attire l'attention des lecteurs sur les dangers, pour la gauche, de s'opposer systématiquement à l'action du gouvernement, sous prétexte qu'il n'est pas assez à gauche. Il présente ensuite une critique des mouvements écologiques brésiliens qui, selon lui, ne prennent pas en compte les spécificités de l'économie des pays émergents et qui adoptent, sans esprit critique, l'argumentaire des mouvements écologiques des pays riches.*

*Comme cet article – déjà assez long – se veut le pendant de celui de Leonardo Boff, "Manifeste", également publié par Autres Brésils, j'ai estimé préférable de retirer cette partie – de politique générale – et de ne garder que ce qui a trait à l'analyse des critiques du projet du São Francisco.*

---

**Dans l'opposition au projet d'adduction des eaux du São Francisco, les traces du fondamentalisme ont pesé de manière dangereuse quand l'Eglise s'est impliquée dans le débat.** Lisez de nouveau le message d'appui de Leonardo Boff<sup>iv</sup> à Dom Luiz, envoyé par l'un des lecteurs indignés par mon article. Ce même Leonardo Boff qui fit remarquer qu'il ne fallait pas discuter de l'existence de Dieu à la lumière de la science parce que la foi était une question d'imagination et de spiritualité et qui, maintenant, convoque la foi pour combattre un projet concret, matériel, de captation des eaux d'un fleuve. "*J'accompagne avec respect et j'apporte mon appui de tout cœur à sa décision de donner sa vie pour les pauvres et pour le São Francisco ... Son choix n'est pas celui d'un suicidaire mais d'un homme libre, capable d'aimer jusqu'au bout, avec l'appui de Dieu ...*".

Je me suis souvenu du deuxième commandement : "*Tu n'invoqueras pas le nom de Dieu en vain*" et également du huitième : "*Tu ne feras pas de faux témoignages.*" Et cela parce que les arguments de Dom Luiz, de la CPT<sup>v</sup> et de la CNBB<sup>vi</sup> contre le projet sont spécieux ! Il existe



des restrictions et des critiques sérieuses au projet, mais celles des évêques sont sans fondement, et tombent dans la démagogie.

L'évêque avance tout d'abord l'argument que Lula n'avait pas mandat pour lancer ce projet puisqu'il avait évité d'en discuter pendant la campagne électorale. Et de là, il en déduit que Lula gouverne de manière autoritaire, que Lula et non pas lui, Dom Luiz, est l'ennemi de la démocratie. "*Si nous vivions dans une démocratie républicaine réelle, je ne serais pas obligé de faire ce que je fais*" écrit dom Luiz. Un autre évêque, dom Tomas Balduino, dans un article publié dans l'*Estadão*<sup>vii</sup>, va plus loin et dit que "*c'est bien Lula qui a divisé le pays et même l'église, et non pas dom Luiz Cappio.*"

Nous allons pardonner la mention de "démocratie républicaine" à une Eglise qui s'oppose au divorce et à l'usage du préservatif. Nous dirons qu'il s'agissait d'une coquille ! Ces évêques oublient que, après la première élection de Lula, l'histoire a suivi son cours et qu'il fut réélu, à l'issue d'une deuxième campagne au cours de laquelle la priorité donnée à ce projet était déjà notoire. Et, qui plus est, c'est dans les Etats du Nordeste, c'est-à-dire là où ce projet va se réaliser, que Lula a obtenu l'appui le plus massif.

Je rappelle également que, sur ordre du président, le ministre Ciro Gomes avait planifié une série de rencontres avec Dom Luiz, comme cela avait été prévu lors de l'accord ayant mis fin à la première grève de la faim. Mais Dom Luiz ne s'y est pas rendu ; c'est lui qui s'est refusé à la discussion !

L'évêque écrit et répète que 70% des eaux transposées sont destinées à un usage industriel, 26% à un usage agricole et 4% à la population des campagnes. Ceci serait la preuve que le projet a été réalisé pour répondre aux grands projets d'élevage et industriels. Mais la vérité c'est que les eaux vont pérenniser ces mêmes rivières et approvisionner les mêmes réseaux municipaux, retenues et entreprises d'Etat<sup>viii</sup> actuellement responsables de l'approvisionnement en eau et qui souffrent déjà de crises périodiques, même en dehors des périodes de sécheresse.

Malgré une recherche approfondie, je n'ai pas trouvé dans le Rapport de l'impact sur l'environnement (RIMA) les chiffres avancés par l'évêque. Par contre j'ai trouvé cette information : "*La demande urbaine des régions qui bénéficieront du projet a été évaluée à environ 38 mètres cubes par seconde en 2025. De ce total près de 24 mètres cubes correspondent à la consommation humaine et 14 à la demande industrielle.*" En conséquence, au moins en ce qui concerne le rapport besoins humains / besoins industriels, l'évêque se trompe. Le RIMA ajoute encore que "*le projet fut élaboré avec l'objectif de satisfaire aux besoins du plus grand nombre.*" (Cf. [www.mi.gov.br/saofrancisco/integracao/rima.asp](http://www.mi.gov.br/saofrancisco/integracao/rima.asp)).

Ce réseau d'adduction n'a pas été conçu pour approvisionner un quelconque projet d'*agrobusiness*<sup>ix</sup> ou industriel ; il renforce les systèmes d'adduction d'eau et les retenues existants, offrant au Nordeste une perspective de développement économique, urbain et agricole sur le long terme. D'ailleurs, l'évêque n'indique pas quels seraient ces méga-projets.



Suite à une recherche exhaustive, j'ai fini par trouver l'origine de cette erreur : il s'agissait d'un document de la **Commission Pastorale de la Terre (CPT) qui est aujourd'hui la principale pourvoyeuse de contre-vérités sur ce projet**, au point de dire que la Compagnie Hydroélectrique du São Francisco (Chesf), n'acceptait pas de perdre une seule goutte du fleuve qui fait fonctionner ses turbines à Paulo Afonso.

Selon la CPT, le réseau "*ira répondre aux besoins de la Compagnie sidérurgique du Pecém et de l'agro-industrie de la région de l'Apodi.*"<sup>x</sup> Incroyable ! L'usine sidérurgique du Pecém se situe près du littoral de l'Etat du Ceará, à quelques centaines de kilomètres du réseau nord du projet qui ne fait que longer le Ceará avant de redescendre vers les Etats de la Paraíba et du Rio Grande do Norte après avoir renfloué le Riacho<sup>xi</sup> dos Porcos. De cette petite rivière à la région de Pecém, il y a des centaines de kilomètres de rivières dont les noms changent selon les endroits et qui alimentent diverses retenues d'eau. Ce projet n'a donc rien à voir avec l'usine sidérurgique qui dispose localement d'un approvisionnement de 2 mètres cubes par seconde pour une consommation qui n'est que de 1 mètre cube 73.

L'Agencia Brasil de fato du MST<sup>xii</sup> ([www.brasildefato.com.br](http://www.brasildefato.com.br)) a connaissance de ces données. Comme elles contredisent l'argument de la CPT, cette agence de presse fait savoir qu'à l'avenir, quand d'autres industries viendront s'installer, attirées par cette usine sidérurgique, "*si ce complexe venait à prendre de l'ampleur, la demande en eau serait supérieure à l'offre actuelle.*" Notez l'usage qui est fait de l'expression "*venait à se développer*". A croire qu'ils souhaitent que rien ne se développe ! Ils omettent également de dire que l'usine sidérurgique va produire des grosses plaques pour l'exportation et non pas des plaques plus fines qui attireraient des entreprises métallurgiques susceptibles de les travailler.

Plus fallacieux encore est l'argument qui consiste à qualifier l'agriculture de la région de l'Apodi d'*agrobusiness*, comme s'il s'agissait d'un gros mot qui délégitime tout. La région de l'Apodi est l'histoire d'une réussite agricole, d'une grande diversité de production et de formes de propriétés. C'est là que l'on trouve, grâce à l'Embrapa<sup>xiii</sup>, la variété la plus productive d'*acerola*<sup>xiv</sup>. C'est là que le gouvernement fédéral a mis en place un projet spécifique de financement de l'agriculture familiale. Là qu'ont été installées six communautés agricoles et trois coopératives de producteurs. Là que le gouvernement a également un projet de trois mini-fabriques de production de noix de cajou et un autre qui va profiter à 400 petits producteurs de miel. Un projet d'irrigation en voie de réalisation va satisfaire, à lui seul, les besoins en eau de plus de 200 agriculteurs.

**Tous ces mensonges au sujet du projet et quelques autres encore ont été inventés par la CPT après que l'argument antérieur principal affirmant que ces canaux allaient assécher le São Francisco se soit avérés sans fondement.** En juillet 2004, suite à d'intenses débats techniques, le gouvernement a inversé la logique du projet antérieur qui visait à transposer les eaux du São Francisco vers la région semi-aride dès que les bassins de rétention d'eau seraient à un niveau bas. Ce projet ne prenait pas en compte les besoins du barrage de Sobradinho. Il a été décidé que l'on ne retirerait qu'une quantité minimale d'eau, pour faire face aux besoins de la consommation domestique et que, seulement quand ce barrage se trouverait



avec un surplus, la quantité retirée serait plus importante. **Dans sa nouvelle mouture, le projet prévoit que l'on retirera 26,4 mètres cubes par seconde, soit environ 1% du débit total et que, seulement quand le barrage débordera, la captation pourra s'élever à 87,9 mètres cubes par seconde. Le Rima estime que, en moyenne annuelle, la perte du fleuve va être de 65 mètres cubes par seconde.**

Mais dans la partie du Sertão qui va bénéficier de ce projet, le gain est beaucoup plus important, car, **en supprimant les risques de rupture d'approvisionnement, le système d'adduction diminue la nécessité de stockage dans les réservoirs actuels et permet ainsi de réduire les pertes par évaporation estimées à 22,5 mètres cubes par seconde.** C'est un effet de "synergie" qui, selon le Rima, n'avait jamais existé auparavant dans les projets d'adduction d'eau. C'est pour toutes ces raisons que l'Agence Nationale de l'Eau (ANA) a donné son accord au projet (note technique 492) (Cf. [www.ana.gov.br](http://www.ana.gov.br)). Un an plus tard, l'ANA donnait le feu vert au Ministère de l'Intégration pour mener à bien son projet sur la base de ces données (résolutions 411 et 412). Toutes ses informations sont disponibles sur Internet. D'ailleurs, le site du Ministère de l'environnement qui présente la majorité de ces informations, est très complet.

**Ne pouvant plus utiliser l'argument de l'assèchement du fleuve, les curés ont fait savoir qu'il existe un autre projet, l'Atlas du Nordeste, élaboré par l'ANA.** Ce projet, bien moins coûteux - 3.6 milliards de reais - soit la moitié du coût du projet du São Francisco, profiterait à trois fois plus de monde, à 44 millions de personnes. **Tout est faux, aussi bien au niveau général que dans le détail !** Ou pour reprendre les termes plus choisis du président de l'ANA, José Machado, il s'agit d'un "malentendu". *“Tout d'abord l'Atlas ne peut pas être considéré comme un programme ni comme un projet. Il s'agit en fait d'un portefeuille de solutions techniques efficaces qui pourraient éventuellement faire l'objet de financements. Il ne visait pas à apporter une solution au problème de manque d'eau du Nordeste puisqu'il ne s'agissait pas de faire face aux multiples besoins en eau, pour la production d'aliments et l'irrigation, par exemple. Il ne visait pas non plus à approvisionner les réseaux des communes de moins de cinq mille habitants et notamment de l'habitat dispersé des zones rurales. D'un autre côté, le Projet d'Intégration du São Francisco aux bassins hydrographiques du Nordeste septentrional (PISF) est un projet de développement régional ayant comme perspective d'obtenir des retombées positives qui iront au-delà de 2025. L'Atlas et le PISF sont donc des initiatives distinctes tant au niveau de leur conception, de leurs objectifs que leurs champs d'application. Ils ne sont pas conflictuels.”*

A peine un cinquième de ces solutions techniques avait été envisagée pour des projets qui, cependant, ont été par la suite abandonnés. L'Atlas est une cartographie de ce que les maires auraient dû faire mais n'ont pas fait. **Il montre le nombre extrêmement élevé de communes de plus de cinq mille habitants se trouvant dans une situation critique en approvisionnement en eau : 90% de ces communes dans l'Etat de l'Alagoas, 81% dans le Ceara, 65% dans le Rio Grande do Norte et ainsi de suite. La raison en est simple : la majorité de ces municipalités est contrôlée par des groupes d'intérêt locaux, propriétaires terriens et forces conservatrices ou encore par des maires corrompus. De**



plus, l'Atlas ne prend en compte que la moitié des 2.116 communes des 10 Etats considérés, celles de plus de cinq mille habitants. C'est donc tout à l'opposé de ce que disent les évêques selon lesquels leurs propositions répondraient aux besoins des plus humbles alors que le PISF ne profiterait qu'aux plus grands. Il est également faux de dire que 44 millions d'habitants bénéficieraient de leur projet. Ce chiffre représente la population totale de la région et non la population des communes retenues.

**Autre argument, également fallacieux, celui qui dit que le gouvernement a opté pour les grands projets afin de favoriser les grandes entreprises de travaux publics et que c'est pour cela qu'il a abandonné le projet de citernes.** Il s'agit d'un sophisme s'appuyant sur des prémisses trompeuses. **Il est faux de dire que le gouvernement a écarté le projet des citernes.** Le gouvernement a apporté un appui enthousiaste dès la formulation de la proposition d'Articulation du Semi-aride qui réunit 700 ONG et il l'a inclus dans son programme *Combat contre la Faim*. Un organisme a été créé pour gérer ce programme qui reçoit un appui financier du gouvernement et d'entreprises privées. Le président Lula a inauguré la première citerne, justement pour donner plus d'élan à ce projet. **Il s'agit d'un projet très élaboré où les intéressés construisent eux-mêmes les citernes après avoir reçu une formation et un appui d'un réseau d'ONG qui gèrent les budgets destinés à ce projet.** Quand celles-ci ne se sont pas montrées assez réactives, le gouvernement s'en est occupé directement. Au mois de juillet dernier, le Ministère du Développement social et du Combat contre la Faim fit un appel d'offre (13/07) mettant plus de 10 millions de *reais* à la disposition d'entités intéressées à participer à ce programme. **L'objectif de la construction d'un million de citernes est maintenu. On en a déjà construit 220 mille.** Chaque citerne a une capacité d'au moins 10.500 litres, ce qui permet de faire face aux besoins domestiques d'une famille de cinq personnes mais pas à un usage agricole ni même dans le cas d'une agriculture vivrière. Ces citernes fournissent l'eau nécessaire (boisson, cuisine, lavage) aux habitations isolées des zones rurales où les réseaux d'adduction municipaux n'arrivent pas. Elles ne peuvent pas être construites dans les villes. Il s'agit donc d'un projet qui en complète un autre de manière idéale.

Dans les textes de Frei Betto<sup>xv</sup>, Leonardo Boff et quelques autres, parus dans les derniers documents de la CNBB, un nouvel argument a fait surface, celui selon lequel le projet "*ne va pas amener l'eau dans les communautés indiennes et quilombolas*"<sup>xvi</sup>. Mais ces deux types de communautés, en raison de leur origine, sont installés dans des régions isolées mais disposant de suffisamment d'eau. Ce sont des lieux vers lesquels elles sont allées pour échapper aux *bandeirantes*<sup>xvii</sup> assassins et aux milices des grands propriétaires. A ces communautés, le programme *Luz para todos* - Lumière pour Tous -, apporte l'électricité. Quant à l'eau, il y en avait déjà !

Les prêtres allèguent que le projet est plein d'illégalités. En fait c'est plutôt l'inverse. **En réalité, les opposants s'appuient sur des arguties juridiques pour faire obstacle aux projets qui ont passé avec succès tous les contrôles des agences de régulation et tous les votes des comités des régions concernées.** Ils ouvrent un procès, s'appuyant sur d'éventuels vices de forme, sachant que la justice va mettre des années avant de pouvoir juger. Par ailleurs



les écologistes ont empêché par la force la conclusion d'actes d'audiences publiques. Plusieurs audiences du São Francisco ont été interrompues par la force. Je pose la question : de quel côté se trouve l'autoritarisme ?

Je termine en me demandant si, derrière cette campagne contre le projet de transposition des eaux du São Francisco, il n'y aurait pas un certain ressentiment en raison de la perte de ces ouailles pauvres qui, aujourd'hui, ont accès à la *Bolsa Familia*<sup>xviii</sup>. Ou de ces pauvres qui se sont libérés de l'oppression du manque d'eau dans le Nordeste. Ou bien serions-nous en train d'assister à une reprise en main de l'Eglise de la Libération par la hiérarchie catholique, dans la foulée de l'encyclique *Spe Salvi* publiée par Ratzinger, pape et ex gardien de la foi, celui-là même qui avait demandé l'expulsion de Leonardo Boff de l'Eglise ? Cette encyclique réaffirme le renoncement à la libération sur cette terre au nom d'un salut obtenu dans la douleur de la mort. Non seulement elle nous rappelle avec force la tragédie de Dom Luiz, mais elle est également immobiliste et réactionnaire. Elle laisse le champ libre aux forces conservatrices empêchant l'Eglise de la Libération d'opposer un projet – ici et maintenant – de transformation sociale.

---

**Consultez le dossier consacré au fleuve São Francisco sur *Autres Brésils* :**

<http://www.autresbresils.net/spip.php?mot49>

---

**Source :** *Carta Maior* - 18/12/2007 – **Texte original :**

[http://www.agenciacartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna\\_id=3793](http://www.agenciacartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna_id=3793)

**Traduction :** Roger Guilloux pour *Autres Brésils*

---

---

<sup>i</sup> (NdTr) Voir la critique de l'auteur et les réactions coléreuses auxquelles il fait allusion (en portugais) : « *O bispo de Barra quer morrer* » ([http://www.agenciartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna\\_id=3785](http://www.agenciartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna_id=3785)).

<sup>ii</sup> (NdTr) Dom Luiz Cappio évêque de Barra (Bahia) est l'un des opposants les plus connus au projet du gouvernement de transposition des eaux du rio São Francisco. Ses deux grèves de la faim ont fait l'objet des unes des grands médias nationaux.

<sup>iii</sup> (NdTr) *A Folha de São Paulo*, l'un des plus grands quotidiens de circulation nationale. Depuis l'arrivée de Lula et du Parti des Travailleurs au pouvoir, il est très engagé à droite.

<sup>iv</sup> (NdTr) Leonardo Boff fut l'un des chefs de file de la théologie de la libération au Brésil (1970-1980). Il fut sanctionné par l'actuel pape qui lui interdit d'enseigner et de publier. Il décida de quitter la prêtrise et de s'engager dans des mouvements populaires. L'article en question est également traduit par Autres Brésils : <http://www.autresbresils.net/spip.php?article1400>.

<sup>v</sup> (NdTr) CPT : Commission pastorale de la terre (liée à la hiérarchie catholique)

<sup>vi</sup> (NdTr) CNBB : Confédération nationale des évêques du Brésil

<sup>vii</sup> (NdTr) *O Estadão* est le nom populaire donné à l'un des journaux brésiliens dont le nom véritable est *O Estado de São Paulo*.

<sup>viii</sup> (NdTr) SABESP : Companhia de Saneamento Básico do Estado de São Paulo : compagnie des eaux de l'Etat de São Paulo. Ici l'auteur utilise ce sigle pour parler des compagnies des eaux de chaque Etat.

<sup>ix</sup> (NdTr) en anglais dans le texte.

<sup>x</sup> (NdTr) Apodi : vallée située dans l'Etat du Rio Grande do Norte, connue pour son activité agricole.

<sup>xi</sup> (NdTr) *riacho* : petite rivière .

<sup>xii</sup> (NdTr) Dans ce débat, le MST appuie Dom Luiz et partage les positions de la Commission Pastorale de la Terre. (Cf. son bulletin d'information du 03 décembre 2007).

<sup>xiii</sup> (NdTr) Embrapa : Centre de recherche agronomique brésilien.

<sup>xiv</sup> (NdTr) *acerola* : petit fruit rouge de la zone semi-aride, riche en vitamine C.

<sup>xv</sup> (NdTr) Frei Betto, religieux dominicain brésilien, théologien de la libération, écrivain, conseiller de Lula et coordinateur du programme Fome Zero (Faim Zéro) lors de son premier mandat. De plus en plus critique vis-à-vis du gouvernement.

<sup>xvi</sup> (NdTr) Communautés *quilombolas* : formées de descendants d'esclaves fugitifs.

<sup>xvii</sup> (NdTr) *bandeirantes* : le mythe : personnages intrépides qui ont ouvert les voies de pénétration vers l'intérieur du Brésil ; la réalité : bandits de grand chemin en quête de richesses et qui ont fortement participé à l'extermination des Indiens.

<sup>xviii</sup> (NdTr) Le programme *Bolsa-Familia* est destiné aux familles les plus pauvres dont le revenu mensuel par personne est inférieur à 120 *reais*. Le gouvernement justifie ce programme de la manière suivante : les familles qui en bénéficient verront leur situation s'améliorer au niveau de la santé, de la scolarisation et de la formation professionnelle. Ce programme implique donc des engagements de la part des familles notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation